L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 15 FEVRIER 1872. 45me Année—Vol. XLV.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI MATIN, 15 FEVRIER.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par [illegible] de Ferret, à midi, à l'Hôtel St. Louis, la portion de rente de [illegible] échue [illegible] dans les 1er, 2me et 3me Districts.—Aussi, 2 magasins et résidences en briques, dans les Royale, St. Claude et Faubourg St. Antoine, [illegible] chapelle attenante, rue des Remparts, [illegible] rue de Chartres.

Par Eugène Tonnié, aux magasins de MM. [illegible] et Labarre, rue Bienville—Vins, eaux-de-vie, conserves, etc.

Par Rodger & Co., dans leurs salles d'encan, rue Levée, 45 et 47—Vente sans réserve de [illegible] de soldiers et brodequins.

Par N. Viguié—Vente régulière de meubles [illegible] rue de Chartres, entre St. Louis et [illegible]

Par H. Montgomery, à sa salle d'encan, 57 rue [illegible]—Vente régulière de meubles.

Par Voorhies, Audler & Co., No 36, rue Vieilles—Bottes, souliers et brodequins, sacs de [illegible] et sacs de chemins de fer.

Par Hoffman, Marks & Co., dans leurs salles [illegible] No 69 de la rue de Chartres—Linge de [illegible] de messieurs, chapeaux, casquettes, [illegible] valises, sacs de chemins de fer.

Par Hurlbert & Co., aux Nos 56 et 58 de la rue de [illegible]—Marchandises sèches étrangères et [illegible]

Une plus importante vente de la saison, [illegible] portion particulière des spéculateurs, des [illegible] affaires et des chefs de famille qui désirent [illegible] dans les résidences commodes et peu coûteuses, [illegible] respectivement appelées sur la grande [illegible] de propriétés de valeur améliorées par [illegible] situées dans le Premier, le Deuxième et [illegible] District de cette ville, qui aura lieu [illegible] à midi, à l'Hôtel St. Louis, par le ministère de [illegible] Ferret, encaisseur pour le compte [illegible] des absents. Les conditions sont [illegible] de vente sont positives.

[illegible] de Ferret, à midi, à [illegible] dieu et temps [illegible] vente d'une [illegible] d'actions indigo [illegible] valeur, comprenant [illegible] actions de la [illegible] des actions de la Compagnie [illegible] de 25 actions de la Compagnie [illegible] germania et d'action de la société [illegible] de l'Opera. Pour plus de détails, [illegible] d'encan.

ATTENTION!

[illegible] intérêts des marchands aux [illegible] détaillé ainsi que pour les conditions [illegible] vente aujourd'hui [illegible] dans le bien connu [illegible] Rodger & Co., dans leurs salles d'encan, rue Levée, 45 et 47—Vente sans réserve de [illegible] soldiers et brodequins.

Par N. Viguié—Vente régulière de meubles [illegible] rue de Chartres, entre St. Louis et [illegible]

Par H. Montgomery, à sa salle d'encan, 57 rue [illegible]—Vente régulière de meubles.

Par Voorhies, Audler & Co., No 36, rue Vieilles—Bottes, souliers et brodequins, sacs de [illegible] et sacs de chemins de fer.

Par Hoffman, Marks & Co., dans leurs salles [illegible] No 69 de la rue de Chartres—Linge de [illegible] de messieurs, chapeaux, casquettes, [illegible] valises, sacs de chemins de fer.

Par Hurlbert & Co., aux Nos 56 et 58 de la rue de [illegible]—Marchandises sèches étrangères et [illegible]

Une plus importante vente de la saison, [illegible] portion particulière des spéculateurs, des [illegible] affaires et des chefs de famille qui désirent [illegible] dans les résidences commodes et peu coûteuses, [illegible] respectivement appelées sur la grande [illegible] de propriétés de valeur améliorées par [illegible] situées dans le Premier, le Deuxième et [illegible] District de cette ville, qui aura lieu [illegible] à midi, à l'Hôtel St. Louis, par le ministère de [illegible] Ferret, encaisseur pour le compte [illegible] des absents. Les conditions sont [illegible] de vente sont positives.

[illegible] de Ferret, à midi, à [illegible] dieu et temps [illegible] vente d'une [illegible] d'actions indigo [illegible] valeur, comprenant [illegible] actions de la [illegible] des actions de la Compagnie [illegible] de 25 actions de la Compagnie [illegible] germania et d'action de la société [illegible] de l'Opera. Pour plus de détails, [illegible] d'encan.

ATTENTION!

[illegible] intérêts des marchands aux [illegible] détaillé ainsi que pour les conditions [illegible] vente aujourd'hui [illegible] dans le bien connu [illegible] Rodger & Co., dans leurs salles d'encan, rue Levée, 45 et 47—Vente sans réserve de [illegible] soldiers et brodequins.

Par N. Viguié—Vente régulière de meubles [illegible] rue de Chartres, entre St. Louis et [illegible]

Par H. Montgomery, à sa salle d'encan, 57 rue [illegible]—Vente régulière de meubles.

Par Voorhies, Audler & Co., No 36, rue Vieilles—Bottes, souliers et brodequins, sacs de [illegible] et sacs de chemins de fer.

Par Hoffman, Marks & Co., dans leurs salles [illegible] No 69 de la rue de Chartres—Linge de [illegible] de messieurs, chapeaux, casquettes, [illegible] valises, sacs de chemins de fer.

Par Hurlbert & Co., aux Nos 56 et 58 de la rue de [illegible]—Marchandises sèches étrangères et [illegible]

Imprimé par les Presses, Cie [illegible] et faites faire vos [illegible] au Printing Office," 112 et 114, rue [illegible]

THEATRES

Aujourd'hui Jeudi.

L'Africaine.

[illegible]—Belle Bleue avec chants.

[illegible]—Red Light or the Signal of Danger.

[illegible]—The Stage Struck Taylor [illegible] et of Love's Maze.

[illegible] Dan Rice.—Place de l'Annoncia-

Le Débat en Louisiane.

[illegible] inquiète compressionnelle a démontré [illegible] dernières élections, en Louisiane, [illegible] été une farce, et que la majorité [illegible] disant [illegible] vérité que les élus [illegible] gouverneur Warmouth et non ceux des [illegible]. La Législature actuelle ne représente pas plus le corps électoral de l'Etat [illegible] le Conseil de ville ne représente [illegible] électoral de la Nouvelle-Orléans. [illegible] ne peut servir de base d'un contrôle [illegible] civile, elle ne peut, davantage, [illegible] la source légitime de l'autorité [illegible] politique. Il n'existe donc pas, [illegible], de gouvernement légitime, [illegible] qu'un gouvernement de fait.

[illegible] qui, depuis la fin de la guerre [illegible], en 1865, a fait, défait et refait [illegible] gouvernements des Etats du [illegible], dans le rapport du comité [illegible] à la Nlle Orléans, des prétentions [illegible] suffisantes pour reconstruire [illegible] plus qu'il en faut, le gouvernement de la Louisiane. Malheureusement [illegible] pas plus dans les circonstances [illegible] que dans les précédentes occasions [illegible] est l'intérêt ni le droit des partis [illegible] que consultera le Congrès. L'un [illegible] parti qui a dicté les diverses mesures [illegible] reconstruction temporaires, sujettes [illegible] probabilité, aux toutes les autres [illegible] considérations dans la décision à [illegible] sur les affaires de la Louisiane.

[illegible] première fois, le parti républicain [illegible] exposé à se trouver divisé au [illegible] au sujet d'une détermination à [illegible] à l'égard d'un Etat du Sud, par la [illegible] opposition du gouverneur Warmouth [illegible] président. Mais il peut [illegible] toutes l'une ou l'autre [illegible] il aura fait secrètement sa paix [illegible] président, et alors nous n'avons aucune [illegible] d'obtenir justice, on que la [illegible] pour les démocrates d'emparer [illegible] révélés par l'enquête, n'entraînent [illegible] républicains de toute mesure, au [illegible] se réunir pour étouffer l'affaire [illegible] le statu quo.

[illegible] espoir d'obtenir satisfaction du [illegible] est donc très faible, et nous sommes [illegible] ce que l'utilité de l'enquête [illegible] à l'effet moral qu'elle a produit [illegible] mettant que le débat soit [illegible] par l'inaction du Congrès, aux partisans [illegible], c'est-à-dire au peuple de [illegible] d'une part, et au gouvernement [illegible] de l'autre, la question principale [illegible] alternatives : ou le gouvernement [illegible] et fera voter par sa législature [illegible] réformes politiques qui garantissent [illegible] l'impartialité de l'enregistrement et [illegible] des élections, ou il s'arrangera [illegible] que la session se passe sans [illegible] demandées soient votées [illegible] il revoit au même, de façon à ce [illegible] nouvelles ne soient pas mises [illegible] les annonces.

[illegible] le premier cas, si on a des garanties [illegible] pour les élections, il faut [illegible] patience et s'organiser afin [illegible] par la voie pacifique du scrutin. [illegible] prochain, le renouvellement [illegible] actuel par un nouveau [illegible] suffisamment disposé à accorder toutes [illegible] politiques et financières désirables.

[illegible] temps, lorsque cette première [illegible] sera devenue un fait, d'examiner [illegible] bases il conviendra d'organiser [illegible] grand parti de la réforme et de [illegible]

[illegible] secondes, celui ou la législature [illegible] ne voudrait aucune réforme opérer [illegible] deux aussi mauvaises, pour [illegible] plus mauvaises, que les auteurs [illegible] le peuple de la Louisiane resterait [illegible] à la merci de M. Warmouth et n'aurait [illegible] recours à espérer du scrutin [illegible] n'aurait aviser à obtenir, autrement [illegible] par le droit de vote, le redressement [illegible] griefs qui l'accablent et la restituer [illegible] droits et des libertés qui lui ont été [illegible]. Nous ne voulons pas examiner [illegible] autres situation qui résulteraient [illegible] un état qui, parce que nous croyons [illegible] que M. Warmouth pourra [illegible] jusqu'à refuser toute satisfaction [illegible] la population qui a le malheur [illegible] pour gouverneur.

[illegible] plus que douze jours à la Législature [illegible] pour atteindre le terme de sa [illegible] attendions la fin de ce [illegible] savoir ce que la prudence, à [illegible] à notre [illegible] aura inspiré à nos [illegible]. Nous examinerons alors, [illegible] face, la situation qui aura été [illegible] au peuple de la Louisiane. S'il [illegible] un remède pacifique, nous [illegible] en conseillant de l'employer. [illegible] n'apercevons aucun, dans le [illegible] nous placerons tous nos espoirs dans [illegible] la double alternative qui s'offre [illegible] peuple de la Louisiane : c'est-à-dire [illegible] conséquences de la souveraineté [illegible] la continuation d'une oppression [illegible] et ruineuse, ou celles d'une [illegible] révolutionnelle ayant pour objet la [illegible] des libertés supprimées par [illegible] fraude et l'usurpation. Il appartient [illegible] peuple de la Louisiane de [illegible] lui-même quelle sera la ligne de [illegible] qui lui paraîtra la plus digne [illegible] désastreuse dans son résultat.

Assortiment complet de manches et [illegible] or et argent, pour costumes [illegible] chez Guéblé et Nippert.

59—Acheter une belle machine [illegible] la meilleure de Grover & Baker a obtenu un [illegible] spécial au Fauxbourg de [illegible] Royale, 139.

Mouvement important du Comité des cinquante et un.

Grand meeting pour samedi prochain.

Attendu que ce Comité, représentant une grande portion des citoyens de la Nlle-Orléans, sans distinction de parti, regarde le rappel immédiat des lois suivantes comme nécessaire, savoir :

La loi d'élection, la loi d'enregistrement, la police métropolitaine, et leur remplacement dans cette présente session de l'Assemblée générale, par telles lois qui assurent à tout électeur de tout parti, classe et couleur, le droit illimité de suffrage et permettront à la Nouvelle-Orléans, qui paye tous les frais, d'exercer une juste influence dans la direction et le contrôle de sa police, ce qui est absolument essentiel pour préserver et le bon ordre de la ville et de l'Etat et pour assurer leur futur bien-être ;

Et attendu que chaque branche du gouvernement d'Etat s'est engagée formellement à opérer ces réformes :

Et attendu que ce comité voit avec surprise et alarme l'indifférence coupable du gouvernement actuel d'Etat à l'égard des intérêts et des demandes du peuple ;

Il est résolu qu'un grand meeting de citoyens soit et est convoqué pour samedi soir, 17 février, à 7 heures, pour mettre la question particulière des spéculateurs, des [illegible] affaires et des chefs de famille qui désirent [illegible] dans les résidences commodes et peu coûteuses, [illegible] respectivement appelées sur la grande [illegible] de propriétés de valeur améliorées par [illegible] situées dans le Premier, le Deuxième et [illegible] District de cette ville, qui aura lieu [illegible] à midi, à l'Hôtel St. Louis, par le ministère de [illegible] Ferret, encaisseur pour le compte [illegible] des absents. Les conditions sont [illegible] de vente sont positives.

[illegible] de Ferret, à midi, à [illegible] dieu et temps [illegible] vente d'une [illegible] d'actions indigo [illegible] valeur, comprenant [illegible] actions de la [illegible] des actions de la Compagnie [illegible] de 25 actions de la Compagnie [illegible] germania et d'action de la société [illegible] de l'Opera. Pour plus de détails, [illegible] d'encan.

ATTENTION!

[illegible] intérêts des marchands aux [illegible] détaillé ainsi que pour les conditions [illegible] vente aujourd'hui [illegible] dans le bien connu [illegible] Rodger & Co., dans leurs salles d'encan, rue Levée, 45 et 47—Vente sans réserve de [illegible] soldiers et brodequins.

Par N. Viguié—Vente régulière de meubles [illegible] rue de Chartres, entre St. Louis et [illegible]

Par H. Montgomery, à sa salle d'encan, 57 rue [illegible]—Vente régulière de meubles.

Par Voorhies, Audler & Co., No 36, rue Vieilles—Bottes, souliers et brodequins, sacs de [illegible] et sacs de chemins de fer.

Par Hoffman, Marks & Co., dans leurs salles [illegible] No 69 de la rue de Chartres—Linge de [illegible] de messieurs, chapeaux, casquettes, [illegible] valises, sacs de chemins de fer.

Par Hurlbert & Co., aux Nos 56 et 58 de la rue de [illegible]—Marchandises sèches étrangères et [illegible]

Une plus importante vente de la saison, [illegible] portion particulière des spéculateurs, des [illegible] affaires et des chefs de famille qui désirent [illegible] dans les résidences commodes et peu coûteuses, [illegible] respectivement appelées sur la grande [illegible] de propriétés de valeur améliorées par [illegible] situées dans le Premier, le Deuxième et [illegible] District de cette ville, qui aura lieu [illegible] à midi, à l'Hôtel St. Louis, par le ministère de [illegible] Ferret, encaisseur pour le compte [illegible] des absents. Les conditions sont [illegible] de vente sont positives.

[illegible] de Ferret, à midi, à [illegible] dieu et temps [illegible] vente d'une [illegible] d'actions indigo [illegible] valeur, comprenant [illegible] actions de la [illegible] des actions de la Compagnie [illegible] de 25 actions de la Compagnie [illegible] germania et d'action de la société [illegible] de l'Opera. Pour plus de détails, [illegible] d'encan.

ATTENTION!

[illegible] intérêts des marchands aux [illegible] détaillé ainsi que pour les conditions [illegible] vente aujourd'hui [illegible] dans le bien connu [illegible] Rodger & Co., dans leurs salles d'encan, rue Levée, 45 et 47—Vente sans réserve de [illegible] soldiers et brodequins.

Par N. Viguié—Vente régulière de meubles [illegible] rue de Chartres, entre St. Louis et [illegible]

Par H. Montgomery, à sa salle d'encan, 57 rue [illegible]—Vente régulière de meubles.

Par Voorhies, Audler & Co., No 36, rue Vieilles—Bottes, souliers et brodequins, sacs de [illegible] et sacs de chemins de fer.

Par Hoffman, Marks & Co., dans leurs salles [illegible] No 69 de la rue de Chartres—Linge de [illegible] de messieurs, chapeaux, casquettes, [illegible] valises, sacs de chemins de fer.

Par Hurlbert & Co., aux Nos 56 et 58 de la rue de [illegible]—Marchandises sèches étrangères et [illegible]

Comité nommé en vertu de la résolution :

H. N. Ogden, prés. J. N. Lea.
E. H. Sutumers, Chas. E. Fenner,
John H. Kennard, M. M. Greenwood,
Edward Booth, J. Bowling.
J. C. Morris, S. H. Kennedy.

ACADEMIE DE MUSIQUE.—L'engagement de l'artiste populaire et favorite Lydia Thompson et de sa troupe de folies blondes et d'habiles comédiens sera terminé samedi. Ce soir, jeudi, la troupe donnera pour la dernière fois la pièce amusante de *Barbe bleu*. Quoiqu'on ait différé de l'opérette de ce nom, n'en est pas moins drolatique. Demain, pour le bénéfice d'adieux de la gracieuse Lydia, on donnera la grande comédie et des pièces burlesques. Les gens qui veulent rire et s'amuser ne sauraient trouver de meilleur endroit que l'Académie pour passer leur soirée.

LE GRAND-DUC ALEXIS.—Nous annonçons que le Grand-Duc et sa suite, avec le gouverneur et les autorités municipales et autres, assisteront à une grande Matinée que Dan Rice doit donner aujourd'hui, à midi, sur la place de l'Annonciation, où le fameux Cirque Pavillon de Paris a été transporté. C'est dans cette Matinée que seront exécutées les plus brillantes exercices et que paraîtront les chevaux les mieux dressés et les mieux élevés du fameux Cirque.

Le Grand-Duc Alexis s'intéressant d'une manière particulière aux évolutions et à l'élevage de la race chevaline, le vétéran Dan Rice est décidé à lui montrer ce qu'il a de mieux et à se surpasser pour lui plaire.—Quelle foule !

DAN RICE—Après avoir satisfait la curiosité publique à la Nouvelle-Orléans, Dan Rice se transportera avec son cirque au Bayou Lafourche et donnera des représentations à Raceland, Lockport, Pattersonville, Franklin, Centreville, Nlle-Ibérie, St-Martinville et dans d'autres localités, tant dans l'intérieur que sur les bords du Mississippi.

☞ Leurs fameuses chemises françaises de $30, sont maintenant vendues à $27, chez Guéblé et Nippert, avec un grand assortiment de faux-cols, au choix, à $8 la douzaine.

CHEMISES FRANÇAISES A BON MARCHE. — Parmi les articles à bon marché que la maison Lion & Pinsard, rue du Canal 151 et 153, a mis en vente, nous citerons des chemises à devants en toile à $25 au lieu de $35, ce qui est un rabais considérable pour un article aussi recherché que celui dont il est question. Ce sont des prix véritables de liquidation. Nous engageons les visiteurs à en profiter.

ASTROLOGIE.—Mme Rose pratique l'art mystérieux de lire dans le passé et dans l'avenir. Ses séances en Europe comme en Amérique sont en, paraît-il, un grand succès de curiosité ; de l'astrologie, qu'on s'en moque ou qu'on y croie, exerce sur les esprits un puissant attrait. A ceux qui douteraient de sa science Mme Rose dit hardiment : Mettez-moi à l'épreuve. On verra aux annonces qu'elle donne ses séances au No 40 rue Dauphine.

GANTS A TRÈS BON MARCHÉ.—La maison Moreau, coin Royale et Toulouse, s'est toujours distinguée par le bon marché auquel elle vend ses excellentes, marchandises, mais elle vient cette fois de se surpasser elle-même. Comme on le verra aux annonces, elle livrera ses gants de peau, système Jouvin, pour dames, à 75 cts. la paire, et pour hommes à 90 cts. A ce prix-là ils seront vite enlevés.

ARTICLES FRANÇAIS AU RABAIS.—Dans les rabais opérés par la maison Lion et Pinsard, sur ses prix habituels, par suite de sa liquidation, nous signalerons des faux-cols Florence et autres à $2 75, des caleçons de toile à $30, des gants Jouvin à $1 75 et des cravates depuis 25 cents. Nous engageons les étrangers à rendre visite au magasin de MM. Lion et Pinsard, 151 et 153 rue du Canal.

☞ Qui pourrait se passer d'une Lampe de sûreté d'Orient ? Rien de plus propre et de plus sûr. Ces lampes donnent à moitié prix une lumière deux fois plus vive que celle d'un bec de gaz ordinaire. Accents en gros et en détail à la Compagnie d'Huile Septoline, 62, rue du Camp, et 15, rue Dauphine !

☞ Gants blancs à 1, 2, 3 et 4 boutons, chez Guéblé et Nippert.

PORTRAITS PHOTOGRAPHIQUES. — L'établissement de M. Anderson, rue du Canal 183, est célèbre à la Nouvelle-Orléans et dans le Sud tout entier. Cette haute réputation est pleinement méritée. Les portraits de M. Anderson sont de véritables œuvres d'art ; non seulement comme photographie, mais encore au point de vue du naturel de la pose et de l'entente des effets de lumière. On peut recommander spécialement au public les portraits "Sun Pearl" qui sont une spécialité de l'établissement.

☞ La machine à coudre de Grover & Baker a eu quatre prix pendant que les autres n'en avaient qu'une dans toutes les foires du Sud depuis quatre ans. Aller la voir, au nouveau local succursal de la Compagnie, rue Royale, 139.

☞ Le grand-duc Alexis ne regrette nullement les fatigues du long voyage qu'il a entrepris à travers les Etats-Unis, car il a enfin pu voir la célèbre Lampe de sûreté d'Orient, que vend la *Septoline Oil Company*, au No 62, rue du Camp, et au No 15, rue Dauphine.

☞ NEURIL guérit positivement la névralgie. Il n'a manqué son effet dans aucun cas. A vendre par tous les pharmaciens. Wheelock, Finlay et Co., agents généraux à la Nouvelle-Orléans.

☞ Gants blancs à 75 cts., $1 00 et $1 50, chez Guéblé et Nippert.

La machine "Domestic" est la reine des machines à coudre, à points de chaînettes. Elle se vend au No 108, de la rue du Canal.

☞ NEURIL est un remède découvert récemment, lequel soulage instantanément et guérit d'une manière permanente la névralgie. Wheelock, Finlay & Co., agents généraux à la Nouvelle-Orléans. En vente chez tous les pharmaciens.

☞ Pour la commodité de ses amis du Deuxième District, Pagnat des machines à coudre de Grover & Baker a établi un dépôt succursal pour la vente de ces machines rue Royale, 139.

☞ On ne peut songer à acheter une machine à coudre, sans faire un examen attentif de la machine "Domestic," 108 rue du Canal, chez M. S. Hedrick.

THEATRE DE L'OPÉRA.

La représentation de l'*Africaine* promet d'attirer, ce soir, à l'Opéra, un des plus brillants auditoires de la saison. La salle nous dit-on, est presque complètement louée ; il ne reste qu'un certain nombre de fauteuils d'orchestre qui trouveront d'autant plus facilement preneurs, que les dames ont adopté l'excellente habitude de se placer dans cette partie de la salle d'où l'on voit et d'où l'on entend parfaitement.

Les principaux rôles de l'*Africaine* sont interprétés par Mlle Levielli, Mme Durand, MM. Delabranche, Dumestre, Cesbron et Périd.

Demain, vendredi, *Roméo et Juliette* avec Mme Dufand, MM. Blum, Coulon, Périd, Solve et Jourdan. Cette représentation est demandée, en dehors des jours d'abonnement, pour satisfaire au désir des nombreux étrangers venus à la Nlle-Orléans à l'occasion des fêtes.

Le Grand-Duc Alexis a fait informer la Direction qu'il assisterait à la représentation d'aujourd'hui et à celle de demain.

CHRONIQUE LOCALE.

LA SUCCESSION DE CABALLERO. — La Cour Suprême, par l'organe du juge Taliaferro, vient de confirmer le jugement de la Seconde Cour de district, juge Duvigneaud, qui, dans les temps, avait déclaré que la seule héritière de M. Caballero était son unique fille, Mme Conte demeurant en Espagne. En conséquence, le testament de Caballero qui laissait tout aux bien-faits [illegible] et quelques donations particulières, à [illegible] à la fille déshéritée du testateur. Cet arrêt est final. Les juges Ludeling et Howell ont donné leur concours à l'opinion du juge Taliaferro, le juge Wyley ayant émis une opinion contraire.

RAPPORT DU GRAND JURY.— Le Grand Jury, dans son rapport au juge Abell, déplore les accidents de chars qui ont fait tant de victimes, dans les rues de la Nlle-Orléans et demande quels moyens il doit suggérer pour prévenir ces accidents terribles et obliger les Compagnies à remplir les obligations de leur charte. Le rapport est très énergique, mais il ne peut changer les clauses d'une charte ni l'esprit des [illegible] appelés à se prononcer sur la conduite d'un cocher. S'il les [illegible] acquittent toujours, il n'y a pas de loi qui puisse tenir.

UNE FEMME INCENDIÉE.—Un nommé Charles Sinnott (c), a été arrêté, lundi soir, par les officiers Dumonville et Hills, au coin des rues Bienville et Tréme, sur l'accusation d'avoir, avec une allumette, mis le feu aux vêtements d'une femme qui se trouvait dans un café. En un instant cette malheureuse a été enveloppée de flammes qui lui ont causé des blessures terribles aux deux bras. L'accusé, après avoir fait résistance aux officiers de police, a été finalement réduit et a été conduit au poste Tremé. Le recorder McAllister l'a ensuite envoyé à la geôle.

UNE FEMME BRÛLÉE.—Mardi soir, vers 10 heures, Rosa Johnson (c), âgée de vingt-trois ans, a été affreusement brûlée, pendant qu'elle était assise près du feu, chez elle, rue Chippewa, entre les rues Terpsichore et Melpomène. Elle a dit qu'une étincelle de son feu de bois avait mis le feu à sa robe et que dans son effroi, elle avait couru précipitamment dans la cour où les voisins furent attirés par la lueur du feu qui la dévorait, plutôt que par ses cris car la terreur à laquelle elle était en proie l'avait empêchée d'appeler au secours. Rosa a été transportée à l'hôpital, mais on n'a pas d'espoir de la sauver, ses brûlures étant des plus graves.

ARRESTATION.—Hier matin, la police a arrêté Henry Petrie, un des voleurs accusés d'être entré chez le Dr. Cheppin. Il est aussi accusé d'être entré chez M. Skardon, rue Jackson, d'où il fut chassé à coups de revolver par le maître de la maison. Petrie a été conduit chez le Dr Choppin, où il a été reconnu sans hésitation par Mme Choppin et son mari.

SAUVÉ.—Théodore Spahn, allemand âgé de 31 ans, réduit au désespoir par la maladie et la pauvreté, s'est jeté hier soir du ferry de la rue Ste. Anne dans le fleuve avec l'intention bien évidente de mourir, mais il a été sauvé par les hommes du ferry qui l'ont envoyé à l'Hôpital de Charité.

TEMPÉRATURE.—C. Dahamel, opticien, 14 février. Fahrenheit Centier.
6 heures A. M..... 54 12
Midi..... 62 16
3 P.M..... 68 20
6 heures P. M..... 57 14

Législature de la Louisiane.

SÉANCE DU MERCREDI, 14 FÉVRIER 1872.

SÉNAT.—La séance est ouverte à midi.

La commission judiciaire présente un rapport favorable sur divers projets de loi.

Le comité de finances présente un rapport concluant à l'adoption de la loi relative à la perception des revenus de l'Etat. Cette loi est mise à l'ordre du jour spécial de samedi prochain. Le même comité présente un rapport sans conclusion sur une loi intitulée : "Acte abolissant les fonds dits fonds du séminaire, fonds des écoles libres, et pourvoyant à racheter la dette de l'Etat." Il fait aussi son rapport sur une loi destinée à remplacer la loi d'appropriation de la Chambre, présentée par M. Davidson pour payer les dépenses [illegible] et les dépenses de l'Assemblée générale pour la session de 1872, et pour la session extraordinaire tenue par le Sénat en décembre 1871.

Le ce rapport, qui est très étendu, nous extrayons les chiffres suivants :

Dépenses du Sénat pour la session de 1872 :

Payé comptant.....	$123,664 41
Payé en warrants.....	14,674 45
Total général.....	$138,338 86

M. Gallup, du comité des finances, lit un rapport favorable au projet de loi ayant pour objet l'incorporation de la Compagnie du Chemin de fer de Monroe, Bastrop et de l'Arkansas. Le projet est envoyé à l'impression.

Le même membre fait un rapport, concluant, sauf quelques amendements, à l'adoption de la loi relative à la vente d'une portion du Chemin de fer Pontchartrain, consentie en faveur de M. Charles Morgan.

Il présente aussi un rapport sans conclusions arrêtées, sur la loi d'incorporation du chemin de fer de la Vallée du Mississippi.

Divers projets de loi sont annoncés comme devant être présentés prochainement au Sénat.

M. Wilcox présente une loi dont l'objet est de réduire la dette de l'Etat en autorisant la Compagnie du Canal de Navigation du Mississippi et du Lac Pontchartrain à rendre les bonds d'Etat qui lui ont été remis, et à émettre en leur place des bonds de première hypothèque, et à modifier leurs plans.

Référé au comité judiciaire.

Sur la proposition de M. Ray, la discussion est ouverte sur la loi destinée à remplacer le bill d'appropriation. Le Sénat vote cette loi, d'après laquelle les dépenses du Sénat pour la session extraordinaire de 1871 et la session ordinaire de 1872, s'élèvent à $70,000, et celles de la Chambre pour la session de 1872 sont de $105,000.

Le Sénat décide la création de l'emploi de commis aux warrants pendant la session actuelle, avec l'amendement suivant présenté par M. Lyons : "Pourvu que cet acte ne contienne aucune disposition ayant pour effet de maintenir l'emploi de commis aux warrants après l'expiration de la session actuelle. Adopté.

L'ordre du jour appelle la discussion sur la loi destinée à remplacer la loi des élections présentée par M. Ray.

M. Campbell est en faveur de l'adoption du projet, à la condition que l'on y ajoute un amendement ayant pour objet de pourvoir à la formation d'un Board d'Office chargés de vérifier les retours. Board qui aura le droit, dans les cas d'émeute ou de violence, de refuser d'accepter les résultats du scrutin obtenu dans de telles circonstances. Cela réservé, M. Campbell se joindra aux plus grands défenseurs pour faire passer le bill qui assure le dépouillement loyal du scrutin.

M. Campbell fait allusion à ce qu'il appelle les scènes de violence de 1868. M. Bowman lui réplique et reproche, au nom du peuple, les accusations portées contre ceux-ci par le républicain.

Après quelques observations de M. Hunsaker, le Sénat passe au vote de la première section de la loi et l'adopte dans sa teneur.

La discussion est à peine engagée sur la deuxième section, que le Sénat, faisant droit à une motion de M. Harris, passe en séance exécutive.

A la reprise de la séance publique, le Sénat vote l'ajournement.

La séance est levée.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.—On discute le substitut du bill du Sénat au bill de M. Thompson de la Chambre, relatif à l'enregistrement des votants. Toute la question roule sur le pouvoir de nomination des officiers qui seront chargés de l'enregistrement. La 3e section porte que le gouverneur, avec l'avis et le consentement du Sénat, nommera les inspecteurs d'enregistrement pour toutes les paroisses de l'Etat.

A cette section M. Monsure propose de substituer un amendement portant que les inspecteurs dans les paroisses rurales seront nommés par les juges de paix, et à la Nlle-Orléans par la mairie.

M. Thompson appuye l'amendement, et est suivi par plusieurs républicains à son grand étonnement, car il paraît, au grand sacrifice de principes, de laisser au gouverneur le pouvoir de nommer les chefs des partis en lutte.

M. Fotié Harper, appuye la section telle qu'elle se trouve, dans le bill du Sénat. M. Harper, qui ne doit jamais avoir le gouvernement, comme nous le lui souhaitons, en commission contre lui et répond de sa sincérité. Il dit que chacun se n'est qu'un et est qu'il veut réellement que la législature [illegible] entre dans la voie des réformes.

M. Barnett pense que le projet engagent que les nominations d'inspecteurs soient confirmées par le Sénat est une garantie suffisante contre le gouverneur.

M. Worrell demande l'amendement et demande que les nominations soient faites par le Conseil de ville.

M. Monsure accepte l'amendement de M. Worrell.

M. Lisa propose, comme substitut, que le gouverneur nomme au commencement de chaque session, avec l'avis et le consentement du Sénat, les inspecteurs.

M. Harper dépose que le septième article du bill, le bureau, ce qui est fait par 97 contre 9.

L'amendement de M. Monsure est également déposé sur la table par 55 contre 49 et la section est adoptée par un autre 2 (On trouvera les noms des votants dans notre dernière édition.)

La discussion portant que les membres de l'Assemblée générale ne pourront être nommés ni inspecteurs, ni commissaires, engendre un débat animé.

Une motion spéciale par M. Worrell, pour punir les fonctionnaires dans le cas où ils ne feraient pas leur devoir, est adoptée et le bill passe également.

La Chambre s'ajourne.

EUROPE.

Le 30 janvier, le prince Orloff, en tenue de ville, a présenté à M. Thiers les lettres qui l'accréditent auprès du Président de la République française en qualité d'ambassadeur de l'empereur de Russie.

Le prince Orloff a ensuite dîné avec M. Thiers, et à trois heures le Président de la République est allé rendre la visite à l'ambassadeur de Russie.

On lit dans le *XIXe Siècle* :

On bruit a été mis en circulation, dont l'importance n'a échappé à personne.

Il paraît que le gouvernement prussien fait trois grandes puissances à la France, la Prusse, l'Autriche et la Russie.

Nous avons voulu nous renseigner amicalement sur cette éventualité politique et financière, et nos renseignements spéciaux nous permettent de dire que cette combinaison repose sur des bases sérieuses.

Sérieuses, disons-nous, mais non solides encore, malheureusement.

En effet, l'Angleterre, l'Autriche et la Russie, qui avaient chargé M. Gladstone d'ouvrir les premières négociations avec le cabinet de Versailles, ont demandé à Londres avis de ne pas pousser plus avant cette démarche.

Bref, on a pensé à Londres, et à Vienne et à St. Pétersbourg, que le moment n'était pas opportun pour faire un pas décisif vers la paix définitive.

Les négociations entamées ne seront donc pas poursuivies avant quelques semaines.

La question de la réorganisation de l'armée sera également suivie avec la plus grande attention par les puissances européennes, qui, répétons-le, sont disposées à aider la France, financièrement parlant, à la condition toutefois que la combinaison leur paraîtra non pas profitable, mais *sure*.

Le Gaulois, de Saint-Pétersbourg prétend que les journaux de Berlin se sont suggérément mépris sur le sens et la portée du discours que le czar a prononcé au banquet de Saint-Georges. Ces feuilles se sont exercées sur ce discours pour exercer une pression sur les ennemis de l'Allemagne, et surtout pour tenir la France dans un état de terreur en lui faisant voir son incapacité et sa faiblesse ; mais, ajoute le *Gaulois*, la vérité est que la Russie ne peut mettre à aucune puissance, quelle qu'elle soit, de barrière contre l'Allemagne entièrement, si n'amoindrissant en rien ses sympathies au point de ne pas traiter la France en ennemie, elle ne peut pas non plus considérer l'amitié égal à l'amitié pour l'Allemagne. Si la Russie n'a nul intérêt à s'impliquer dans les affaires allemandes, elle n'a, d'autre part, nul désir d'agir à l'étourdie envers la France.

L'Autriche, qui se méfie des professions de foi de la Russie à l'endroit de la paix, l'Autriche se croit, à cause de ses sympathies en faveur de l'Allemagne, en parfaite sécurité en donnant cou à impendement à son perfide ennemi politique dans la question slave. Mais ces sympathies de l'Autriche, quelle que soit leur force, ne réussiront pas à voir le dessus sur celles que le peuple russe éprouve pour les races slaves.

Bien que l'empereur et le peuple de Russie désirent continuer à vivre dans des rapports d'amitié avec l'Allemagne, toujours est-il que si celle-ci changeait son but, la Russie se considérera parfaitement libre d'agir comme bon lui semblera. La Russie et l'Allemagne ne peuvent donc rester amis aussi longtemps que cette dernière puissance ne donnera aux Slaves aucun sujet de lui être hostiles.

FRANCE.

(Correspondance de l'*Indépendance Belge.*)

Versailles, Paris, 21 janvier.

Hier, au retour de la séance, deux excellents journaux fournissaient de toutes les bouches. Bouches de la droite : l'extrême gauche ou de la droite : c'était d'abord :

"Quelle comédie !"

Et ensuite :

"Il faut aviser !"

et déjà des rendez-vous se prenaient entre collègues pour délibérer : à la réception de la présidence de la république ; MM. Mahon, de Cissey, d'Aumale, et... Gambetta. Ou du moins j'ai entendu un légitimiste par en parler, prendre à un autre qui lui parlait du duc d'Aumale : "Flatté Gambetta !"

A quelle on parlait de faire une proposition qui donnerait le pouvoir exécutif à M. Grévy ou par défaillance à un autre président de la république ; M. Mac-Mahon, ou Cissey, ou